



China Institute

Economics - Politics - International Relations

## Quel avenir pour le Tibet ?

Antoine Wang

Politique intérieure

Septembre 2011

Le China Institute est un groupe de réflexion français qui se consacre aux questions de civilisation, d'économie, de politique intérieure et de relations internationales liées à la Chine. Son fonctionnement est fondé sur les valeurs d'indépendance, d'équilibre, d'audace et de diversité.

L'objectif du China Institute est de proposer des analyses pertinentes et originales aux décideurs et citoyens et d'être une force de proposition dans l'espace public intellectuel et politique. Le China Institute a également pour ambition de favoriser et renforcer le dialogue entre la Chine et le reste du monde, en particulier la France.

Présidé par Éric Anziani, le China Institute est une association loi 1901, indépendante, non gouvernementale et à but non-lucratif.

Les travaux du China Institute sont disponibles en téléchargement libre à l'adresse suivante :

[www.china-institute.org](http://www.china-institute.org)

*Le China Institute veille à la validité, à la pertinence et à la qualité de ses publications, mais les opinions et jugements qui y sont exprimés appartiennent exclusivement à leurs auteurs. Leur responsabilité ne saurait être imputée ni à l'Institut, ni, a fortiori, à sa direction.*

*Le présent document relève de la propriété intellectuelle de son ou ses auteur(s). Toute représentation ou reproduction totale ou partielle et toute modification totale ou partielle sans le consentement de son ou ses auteur(s) sont interdites. Les analyses et les courtes citations justifiées par le caractère critique, polémique, pédagogique, scientifique ou d'information sont autorisées sous réserve de mentionner le nom de l'auteur ou des auteurs et de la source.*

## Résumé

Le Tibet fait l'objet de nombreuses controverses et constitue un enjeu d'image majeur pour la Chine auprès de l'opinion publique des pays occidentaux, souvent sensible à la cause tibétaine. Le présent article se propose de présenter les éléments centraux de ce sujet complexe. Dans une telle situation, le recours à l'histoire, objet d'interprétations divergentes et d'instrumentalisation politique, ne permet pas de trancher clairement en faveur du discours de Pékin ou du gouvernement tibétain en exil. En revanche, le passé aide à comprendre les tensions qui existent entre Han et Tibétains. Comme le Tibet est en outre un enjeu considérable pour la Chine, sur un plan concret comme symbolique, et que les revendications tibétaines paraissent difficilement recevables telles qu'elles sont formulées, il n'est pas surprenant que les négociations demeurent stériles. Le peu d'empressement de Pékin à trouver une solution avant la mort du dalaï-lama et la manière dont ce dernier tente d'organiser sa succession temporelle et religieuse avalisent cette rupture et pourraient compliquer la situation. Il serait pourtant souhaitable que de réels compromis soient adoptés afin de régler les nombreux problèmes qui marquent le Tibet : intégration des Tibétains au développement économique et aux instances politiques, respect pour la religion et la culture tibétaine et protection d'un environnement fragile.

**Mots-clés : Tibet, région autonome, dalaï-lama, gouvernement tibétain en exil, minorité**

Le Tibet est un sujet qui attire une forte attention des médias et de l'opinion publique, non seulement en France mais aussi dans de nombreux autres pays occidentaux. C'est en sus un enjeu très sensible, comme l'a révélé la brouille franco-chinoise qui a suivi la rencontre entre Nicolas Sarkozy et le dalaï-Lama en 2008. Si l'indépendance du Tibet n'est guère soutenue que par une partie de la diaspora tibétaine et des associations occidentales – aucun État ne défend cette vision, différents chefs d'État et institutions se prononcent régulièrement en faveur d'une amélioration de la situation au Tibet, notamment en rencontrant celui qui était jusqu'il y a peu le chef du « *gouvernement tibétain en exil* » : Tenzin Gyatso, quatorzième dalaï-lama. Or, Pékin perçoit de telles rencontres comme une remise en cause de l'unité de la Chine et y réagit souvent vivement.

Mais au-delà de ces protestations, souvent virulentes, pourquoi le Tibet est-il si important pour la Chine ? Le destin du Tibet est-il au sein ou aux côtés de la Chine ? Quelles sont les obstacles aux négociations entre Pékin et le dalaï-lama ? Enfin, quels sont les problèmes les plus importants actuellement au Tibet ?

Il est bien entendu extrêmement difficile de répondre à ces questions et ce pour trois raisons. La première est l'extraordinaire complexité du « dossier » tibétain, dont ce court article ne prétend donner que quelques clés de compréhension. La seconde raison est qu'il s'agit d'un sujet extrêmement sensible et politisé, qui suscite des prises de position souvent radicales<sup>1</sup>. Le présent article n'est pas neutre, mais il s'efforce de produire une vision réfléchie, documentée et dépassionnée, excluant le parti pris d'office. La troisième réside dans le manque de données fiables sur le sujet. Il faut

---

<sup>1</sup> Powers J. (2004), *History As Propaganda: Tibetan Exiles versus the People's Republic of China*, Oxford University Press

donc composer avec des statistiques et informations contradictoires, élaborées par les différentes parties et très souvent invérifiables. L'auteur espère cependant que le lecteur désireux de s'informer trouvera ici une perspective intéressante ainsi qu'une invitation à explorer le sujet en détails, en faisant toujours preuve de prudence intellectuelle. Enfin, il convient de rappeler que le point de vue exprimé ici n'engage que l'auteur et non le China Institute.

## **Indépendance, autonomie, tutelle, inclusion et volonté d'intégration : des réalités fluctuantes au cours d'une histoire tibétaine complexe**

### *Région autonome du Tibet et « Grand Tibet » : deux conceptions différentes du territoire tibétain*

Entité administrative de rang provincial, le Tibet est aussi, depuis 1965, l'une des cinq régions autonomes chinoises, régions où un fort pourcentage de la population appartient à l'une des cinquante-cinq ethnies minoritaires de la République Populaire de Chine (RPC). C'est cette définition du Tibet que le gouvernement chinois met en avant.

Cependant, le problème est que cette définition administrative n'inclut que deux millions de Tibétains sur les six millions qui vivent en Chine, malgré une continuité spatiale entre les différentes zones de peuplement tibétain. En effet, en sus de la région autonome du Tibet, des populations tibétaines peuplent une partie du Gansu, du Sichuan, du Qinghai, du Xinjiang et même du Nord de l'Inde (Ladakh, Zaskar, Spiti, Lahul, Sikkim, nord de l'Arunachal Pradesh). Le gouvernement tibétain en exil, qui était jusqu'à tout récemment dirigé par le dalaï-lama, met en avant cette vision d'un

« Grand Tibet », bien qu'il ait abandonné depuis 1998 toute revendication sur le territoire indien.

Ces deux conceptions divergentes du territoire tibétain constituent évidemment une importante source de tensions entre les autorités chinoises et le gouvernement tibétain en exil. Pour les autorités chinoises, il est possible de « découper » le territoire tibétain, puisque le Tibet fait partie intégrante de la totalité plus vaste qu'est la RPC et que les tibétains ne représentent qu'une ethnie minoritaire. Dans cette perspective, il n'y a en théorie pas de raison de leur accorder un traitement particulier. Le gouvernement tibétain en exil revendique aujourd'hui une autonomie élargie au sein de la RPC et estime que le Tibet est une entité territoriale dont il faut préserver l'intégrité. Ces deux visions posent en outre de nombreux problèmes statistiques, car les chiffres varient en fonction de la définition géographique retenue. Par exemple, la RPC se limite souvent à la seule région autonome du Tibet, ce qui est parfois commode pour masquer certains enjeux extérieurs, tandis que le gouvernement tibétain en exil a lui tendance à inclure les autres entités administratives chinoises peuplées de Tibétains dans ses analyses, alors qu'il s'agit de régions de peuplement mixte où les Tibétains ne sont pas majoritaires.

### *Les relations entre la Chine et le Tibet au cours de l'histoire*

Cette situation territoriale complexe est héritée d'une longue histoire au cours de laquelle les rapports entre le Tibet et la Chine ont connu de nombreuses évolutions. Le gouvernement chinois et le gouvernement tibétain en exil instrumentalisent bien sûr cette histoire à des fins politiques, le premier essayant de démontrer que le Tibet a « toujours » fait partie de la Chine tandis que le deuxième met l'accent sur son

indépendance. Cette histoire étant éminemment complexe, nous conseillons au lecteur de consulter les nombreuses publications de spécialistes dont elle fait l'objet<sup>2</sup>.

De 618 à 841, le Tibet était incontestablement un État souverain et puissant, qui disposait par ailleurs d'un ambassadeur en Chine, avec laquelle des alliances furent conclues. Les mariages des princesses chinoises Wencheng (文成) vers 640 et Jincheng (金成) en 710 avec le roi du Tibet sont parfois utilisés par le gouvernement chinois pour justifier l'idée que le Tibet est chinois depuis plus d'un millénaire. En vérité, ces mariages établirent seulement une alliance, sans mettre le Tibet dans une situation de subordination par rapport à la Chine. Le mariage de la princesse Wencheng eut d'ailleurs lieu à la suite d'une défaite militaire chinoise face au Tibet.

Les conflits entre Tibétains et Chinois se multiplièrent au cours du VIII<sup>e</sup> siècle et en 750 les Tibétains avaient perdu la quasi-totalité de leur territoire. Au cours du neuvième siècle, plusieurs traités instaurèrent la paix entre les deux voisins. De 842 à 1247, le Tibet était divisé et faible, sans pour autant que la Chine n'en fût maître. En 1247, les Mongols envahirent le Tibet, avant de conquérir la Chine et d'y établir la dynastie des Yuan en 1277. Si Pékin estime que le Tibet est indéniablement chinois depuis cette date, le gouvernement tibétain en exil souligne que les Mongols, lors de leur invasion, n'étaient pas Chinois. Sous les Ming, dynastie authentiquement chinoise et non plus mongole, le Tibet, plus fortement attaché aux Mongols, prit ses distances avec la nouvelle dynastie chinoise. Ce furent d'ailleurs les Mongols qui instaurèrent la double autorité religieuse et temporelle du dalaï-Lama au XVI<sup>e</sup> siècle, afin d'asseoir la légitimité de leurs chefs. Ces liens étroits entre les Tibétains et les puissants guerriers mongols, qui se convertirent massivement au bouddhisme tibétain en 1630, octroyèrent au Tibet une certaine indépendance, symbolisée par le fait que, lors de sa visite à l'empereur de Chine en 1652, le dalaï-lama n'eut pas à accomplir le *kow tow*, prosternation obligatoire pour les peuples tributaires. Si les relations sino-tibétaines étaient bonnes à cette période, elles se dégradèrent après la mort du cinquième dalaï-lama. La dynastie chinoise Qing s'impliqua de plus en plus au Tibet, notamment dans

---

<sup>2</sup> Deshayes L. (1997, *Histoire du Tibet*; van Schaik S. (2011), *Tibet: A History* ; Goldstein M. C. (1991), *A History of Modern Tibet, 1913-1951: The Demise of the Lamaist State.*

la procédure de réincarnation du dalaï-lama, avant de finalement clairement subordonner la région. Le contrôle exercé par les Qing fut particulièrement fort de 1697 à 1747, avant de se relâcher quelque peu tout en restant important, comme en témoigne l’accomplissement du *kow tow* par le dalaï-lama en 1779.

Le XX<sup>e</sup> siècle fut une période particulièrement complexe, riche en controverses entre la RPC et le gouvernement tibétain en exil. Il s’ouvrit avec l’arrivée des Britanniques au Tibet en 1904, accusés par le gouvernement chinois d’y fomenter des complots afin d’affaiblir la Chine, dans la même logique « impérialiste » que les traités inégaux<sup>3</sup>. Cette époque fut le cadre d’un débat sur l’usage du mot « suzeraineté » par les Britanniques pour qualifier la relation Chine-Tibet, alors que le gouvernement chinois en revendiquait la pleine « souveraineté ». Les années qui vont de la chute des Qing en 1911 à la naissance de la RPC en 1949 furent une période très sombre de l’histoire de la Chine, marquée par le règne des seigneurs de la guerre, la lutte contre l’expansionnisme japonais et le conflit entre nationalistes et communistes. Dans un contexte aussi chaotique, l’emprise chinoise sur le Tibet se relâcha considérablement, aboutissant à une indépendance de facto, même si la RPC fait valoir une forme de continuité administrative.

En 1949, l’Armée Populaire de Libération entra au Tibet après des combats relativement brefs face à une armée tibétaine peu nombreuse, accomplissant la « *libération pacifique du Tibet* », dénoncée comme une « *invasion* » par le gouvernement tibétain en exil. La « *libération pacifique* » y abolit néanmoins le servage. En 1951, un accord très important entre la Chine et les principaux dignitaires tibétains, dont l’actuel dalaï-lama, fut signé ; composé de dix-sept points, il prévoyait un statut spécial de très forte autonomie pour le Tibet. Pour la Chine, cet accord – peu respecté par la suite – est la preuve incontestable de sa souveraineté sur le Tibet, tandis que le dalaï-lama l’a par la suite dénoncé, affirmant l’avoir signé sous la contrainte – ce qui ne le rendrait pas forcément nul pour autant au regard du droit international.

---

<sup>3</sup> Gouvernement de la RPC (1992), *Tibet - Its Ownership and Human Rights Situation*, <http://www.china.org.cn/white/tibet/index.htm>.

Si la RPC se montra peu active au Tibet à ses débuts, son action de transformation et de destruction se fit beaucoup plus forte après 1959, suscitant des révoltes - durement réprimées - et la fuite du dalaï-lama. Ces révoltes avaient été précédées par mouvements plus limités en 1956 et 1957, orchestrés par les élites tibétaines et notamment les frères du dalaï-lama (Thubtan Norbu et Gyalo Thondup) avec un appui important et préparé de la CIA. Il est impensable que le dalaï-lama n'ait pas été au courant de telles opérations, ce qui devrait nuancer l'image de pacifiste absolu dont il jouit souvent en Occident. La CIA a en effet massivement fourni des armes et ouvert des camps d'entraînement pour les Tibétains, y compris aux États-Unis. Cet épisode souvent oublié de l'histoire tibétaine est pourtant relativement bien documenté<sup>4</sup> – en dépit de la non-déclassification de ces opérations secrètes de la CIA. En 1998, le dalaï-lama a lui-même reconnu que la CIA avait apporté un très fort soutien financier au Tibet pendant les années 1960 après l'échec des tentatives militaires, soutien qui s'était tari après la visite du président américain Nixon en Chine en 1972. Un tel épisode permet de mieux comprendre la rhétorique actuelle du gouvernement chinois, qui dénonce souvent des complots ourdis de l'extérieur pour l'affaiblir. Bien qu'aucun soutien militaire ne semble avoir été récemment apporté à des opposants tibétains, le gouvernement chinois a sans doute tendance à considérer le soutien financier d'associations étrangères comme la poursuite de cette logique.

Après la fuite du dalaï-lama, le Tibet fut géré de manière plus rigide, avec de nombreuses destructions culturelles, avant que les années 1980 n'apportent une accalmie et une revalorisation de la culture tibétaine. Cette période de calme fut interrompue par les émeutes de 1989, réprimées par Hu Jintao, alors Secrétaire du Parti communistes chinois au Tibet et actuel Président de la RPC. C'est à leur suite, mais aussi et surtout en raison des événements de la place Tian Anmen, qui reçurent une bien plus forte couverture médiatique, que le dalaï-lama reçut le prix Nobel de la paix. Le dernier incident de grande ampleur ayant secoué Tibet furent les émeutes de

---

<sup>4</sup> Knaus J. K. (1999), *Orphans of the Cold War : America and the Tibetan Struggle for Survival*, Public Affairs; Kenneth J. Conboy K. J. (2011), *The CIA's secret war in Tibet*, University Press of Kansas; Dunham M. (auteur), 14ème dalaï-lama (préface) (2007), *Les guerriers de Bouddha : une histoire de l'invasion du Tibet par la Chine, de la résistance du peuple tibétain et du rôle joué par la CIA*

mars 2008, initiées par des Tibétains à l'encontre de marchands han, jusqu'à ce que les autorités chinoises ne fassent massivement intervenir la police et l'armée.

### *Aux sources des tensions entre Han et Tibétains*

En examinant l'histoire du Tibet, il est extrêmement difficile de trancher entre les deux visions opposées du gouvernement chinois et du gouvernement tibétain en exil. Dire que le Tibet a « *toujours fait partie de la Chine* » est caricatural - le mot « toujours » et la discipline historique font plutôt mauvais ménage. Cela dit, il est incontestable que le Tibet entretient depuis longtemps une relation étroite avec la Chine, ayant varié de l'inclusion à la quasi-indépendance de facto. Il faut remonter au IX<sup>e</sup> siècle pour trouver un Tibet réellement indépendant ; considérer le Tibet comme un État pleinement indépendant peut donc difficilement se justifier sur une base historique. Pour autant, le statut du Tibet constitue un problème, notamment depuis 1949, et encore plus depuis 1959, car la volonté unificatrice de la République Populaire de Chine et l'accroissement des moyens de contrôle sur le territoire tibétain ont fait évoluer la logique d'inclusion initiale en une logique d'intégration au sein d'un État centralisé doté d'une administration complexe.

En effet, le Tibet constitue une civilisation spécifique au sein de laquelle religion et politique s'entremêlent. Cette civilisation s'appuie sur une langue propre qui appartient au groupe tibéto-birman, bien distinct du chinois. Les relations entre Han et Tibétains ne vont donc pas sans poser de sérieux problèmes de communication. Le Tibet était en outre une théocratie, où le pouvoir était l'objet de lutte entre sectes et tribus<sup>5</sup>. Un tel système était bien éloigné de celui de la République Populaire de Chine, originellement fondée sur des principes marxistes revisités par Mao Zedong et farouchement athée. De plus, la fondation d'un nouvel État sur de nouveaux principes – comme la RPC - se traduit en général par une forte affirmation qui entraîne souvent des dérives ainsi qu'une forme de sentiment missionnaire : les valeurs du nouvel État

---

<sup>5</sup> Candler E. (2011), *The Unveiling of Lhasa*

auraient naturellement vocation à s'exporter car elles auraient un effet bénéfique voire civilisateur. Bien que Robespierre ait souligné que « *personne n'aime les missionnaires armés* », la France s'est lancée dans les guerres révolutionnaires et la colonisation, qui ne sont pas exemptes de ce genre de sentiment. La logique de la « *libération pacifique* » du Tibet partage cet aspect.

Si la prise de contrôle du Tibet en 1949 n'a pas donné lieu à des combats massifs et ne s'est pas immédiatement traduite par des changements sociaux contraints, tout se complique à partir du milieu des années 1950. Il est extrêmement délicat de connaître le bilan humain de la « *libération pacifique* », chiffré à 1,2 million de personnes<sup>6</sup> par le gouvernement tibétain en exil. Ce chiffre est toutefois très peu vraisemblable : il correspond à la moitié de la population tibétaine totale de la période. Or, si les pertes humaines avaient été telles, la forte croissance que la population tibétaine a connue depuis n'aurait tout simplement pas pu avoir lieu. Patrick French, ancien militant pour l'indépendance du Tibet, a critiqué la fiabilité de ce bilan en mettant en évidence des méthodes de comptage fantaisistes. Il estime néanmoins qu'environ 500 000 Tibétains y ont trouvé la mort, toutes causes confondues (affrontements et famine notamment)<sup>7</sup>. Dans l'état actuel, s'il est impossible d'évaluer avec précision ce bilan, il est certain que ces pertes significatives ont engendré des tensions, alimentées par les destructions culturelles des années 1950 et 1960. Dans un tel contexte, l'engrenage de la violence n'est jamais loin. Cette situation, ajoutée à l'importance du Tibet comme région frontalière, explique l'ampleur du déploiement militaire chinois au Tibet.

---

<sup>6</sup> Audition au Sénat de la République française du 17 octobre 2000 du professeur Samdhong Rinpoche, président du parlement tibétain en exil, <http://www.senat.fr/ga/ga50/ga50.html#toc49>

<sup>7</sup> French P. (2004), *Tibet, Tibet*

## **Entre la République Populaire de Chine et le gouvernement tibétain en exil : des positions incompatibles**

### *Pourquoi le Tibet est-il aussi important pour la Chine en 2011 ?*

Le Tibet constitue un enjeu crucial pour la République Populaire de Chine. Il s'agit tout d'abord d'un enjeu « objectif ». En effet, le « Grand Tibet » représente 40% du territoire chinois et constitue une région frontalière très importante, notamment avec l'Inde. La guerre frontalière sino-indienne de 1962 a produit des tensions très vives, qui perdurent aujourd'hui. Le Tibet est aussi crucial pour ses ressources naturelles, au premier rang desquelles l'eau. Cette région est en effet un véritable château d'eau pour l'Asie, de nombreux fleuves majeurs, comme le Mékong, le Brahmapoutre, le Yangzi et l'Indus, y prenant leur source. La région est d'autant plus vitale que la RPC souffre de très sérieux problèmes hydriques. Le Tibet est aussi riche en minéraux et métaux : les gisements de lithium, borax et uranium sont les plus importants au monde et ceux de cuivre et de chrome les plus importants de Chine. Le Tibet est donc vital pour le développement de la Chine, très consommateur de matières premières. Pris ensemble, ces intérêts sont tels qu'il est difficile d'imaginer qu'un État puisse y renoncer. Les enjeux symboliques sont également importants : l'appartenance du Tibet à la RPC fait partie de la politique d'« *une seule Chine* », qui est l'un des piliers de la légitimité du gouvernement chinois, de plus en plus fondée sur le nationalisme plutôt que sur l'idéologie maoïste. Enfin, le démembrement territorial est une peur chinoise séculaire.

Dans une telle situation, le gouvernement chinois pose comme condition à toute négociation la renonciation à l'indépendance, précisant que tous les autres sujets sont négociables. Cependant, le gouvernement chinois et le gouvernement tibétain en exil ne semblent pas partager la même définition de la notion d'indépendance.

## *Les nombreuses revendications du gouvernement tibétain en exil*

La représentation des Tibétains est un problème fondamental, qui recouvre en fait deux questions : celle de l'autorité du dalaï-lama, mais aussi celle de la communauté tibétaine en exil, soutenue par des associations essentiellement composées de non-Tibétains. Si le dalaï-lama est une grande figure aussi bien religieuse que politique, il ne représente pas pour autant l'ensemble des Tibétains : il est le chef de la secte *gelugpa*, dite parfois « *des bonnets jaunes* ». Il jouit donc d'une grande autorité assise sur la religion mais dont les contours sont flous. Il est extrêmement difficile de savoir quel pourcentage de l'ensemble de la population tibétaine (toutes sectes confondues) le soutient. Bien que la communauté tibétaine en exil semble le soutenir très fortement, elle ne compterait, selon le dalaï-lama, qu'environ 150 000 personnes en 2009. La Chine, quant à elle, reste floue, ne parlant que de plusieurs dizaines de milliers de personnes. Dans tous les cas, il s'agit d'une infime fraction de l'ensemble de la population tibétaine composée de membres pour la plupart nés à l'étranger et qui n'ont souvent jamais vu leur terre d'origine. Une telle situation pose donc la question de la représentativité de cette communauté : peut-elle parler au nom de l'ensemble des Tibétains ?

Ce problème de la représentation des Tibétains réside aussi dans le fait que le système chinois ne leur accorde pour l'instant qu'un pouvoir politique limité. En effet, si, en vertu des lois qui régissent le fonctionnement de la région autonome, des Tibétains occupent bel et bien les postes les plus importants de l'administration d'État, comme celui de gouverneur de la région autonome, aucun n'occupe les échelons les plus élevés du PCC : le poste de secrétaire du PCC de la région autonome, siège réel du pouvoir, a toujours été attribué à un Han.

En dépit de ces problèmes de représentation, le gouvernement tibétain en exil dispose d'une influence considérable dans les pays occidentaux. Ce succès peut sans doute s'expliquer par la personnalité du dalaï-lama et ses qualités de communicant, mais aussi par l'image d'Épinal du bouddhisme en général et du bouddhisme tibétain

en particulier<sup>8</sup>. En outre, le dalaï-lama a su adopter le discours des Droits de l'homme et de la démocratie, sans doute par engagement sincère mais aussi parce qu'il constitue un formidable outil de promotion.

Quel est donc le point de vue du gouvernement tibétain en exil ? Les principales propositions formulées par le dalaï-lama en 1988 devant le Parlement européen prévoient de faire du Tibet une zone de paix démilitarisée. Le gouvernement tibétain demande également à la Chine d'abandonner sa politique de transfert de populations han au Tibet. Ce second point paraît négociable, même s'il est vraisemblable que le gouvernement chinois estime que l'envoi de personnes qualifiées au Tibet soit nécessaire pour y mener les activités économiques les plus cruciales.

Le troisième point porte sur le respect des Droits de l'homme et des libertés au Tibet, le peuple tibétain devant « être libre de déterminer lui-même son avenir dans un esprit d'ouverture et de réconciliation ». Un meilleur respect des libertés et un plus grand rôle accordé aux Tibétains dans la politique de la région autonome sont sans doute des demandes qui peuvent être négociées. En revanche, il fait peu de doute que l'idée d'une autodétermination totale soit systématiquement rejetée par Pékin, qui voudra absolument y poser des conditions. Une formule comme « *autodétermination au sein de la région autonome de la RPC* » pourrait constituer un compromis acceptable. Toutefois, une question qui se pose inévitablement est de savoir à quel point la Chine peut octroyer un statut spécial au Tibet sans craindre une montée des revendications d'autres régions autonomes (en particulier Xinjiang et Mongolie intérieure), voire de certaines provinces.

Le dalaï-lama demande également la restauration et la protection de l'environnement naturel et l'abandon du programme de stockage de déchets nucléaires au Tibet. Ces points doivent sans doute être aménagés pour être négociés. En matière d'environnement, la Chine a investi des sommes importantes (1,5 milliard de dollars en 2010<sup>9</sup>) au Tibet mais il demeure difficile d'en évaluer les résultats. S'il faut entendre par « *restauration et protection de l'environnement* » l'abandon d'activités

---

<sup>8</sup> Dodin T. et Heinz Rather H. (1996), *Imagining Tibet: Perceptions, Projections, and Fantasies*

<sup>9</sup> China Daily (02/03/2010), *Beijing to invest \$1.5b in Tibet environment*, [http://www.chinadaily.com.cn/china/2010-03/02/content\\_9526987.htm](http://www.chinadaily.com.cn/china/2010-03/02/content_9526987.htm)

économiques de première importance, cette demande est vouée à l'échec. En revanche, si c'est une demande de meilleure gestion, d'utilisation de techniques plus respectueuses de l'environnement et de programmes de préservation là où cela est possible, un accord est tout à fait envisageable. Quant à la question des déchets nucléaires, il paraît plus réaliste de demander des précautions maximales et les meilleures techniques disponibles plutôt qu'un abandon total du programme. Dans un souci de gestion spatiale, les États construisent ce type d'installation dans des régions de faible densité et éloignées des cœurs de peuplement : il est bien plus rationnel de mettre en place un tel projet au Tibet plutôt que de songer à le développer près de Pékin ou Shanghai. Une question très sérieuse qui se pose au Tibet reste celle du risque sismique, qu'il convient d'évaluer très soigneusement pour ce type d'équipement.

Enfin, le gouvernement tibétain en exil demande l'ouverture de « *négociations franches sur le statut futur du Tibet et les relations entre les peuples chinois et tibétains* ». Cette expression ouvre la voie à une potentielle indépendance, inacceptable pour Pékin.

Outre ces cinq points, le gouvernement tibétain en exil a élaboré tout un programme politique pour le Tibet, fondé sur un système politique électoral radicalement différent de celui de la RPC. Si l'on peut imaginer des avancées en matière de représentation des Tibétains et d'octroi de responsabilités politiques, il paraît totalement improbable que le pouvoir chinois accepte une telle révolution, qui pourrait donner lieu à des contagions. La décision de modifier de manière significative le système politique, si elle est prise un jour, ne sera pas déterminée par le seul Tibet.

Enfin, les revendications du gouvernement tibétain en exil portent sur le « grand Tibet » (40% du territoire chinois) qui s'étend bien au-delà des limites de la région administrative. La création d'une nouvelle entité administrative est problématique car elle pourrait aussi entraîner d'autres revendications et ouvrir la voie à l'indépendance, même si, en souscrivant théoriquement à cette idée, le gouvernement tibétain en exil adopte une position plus modérée qu'une partie de la communauté tibétaine en exil et des militants non-tibétains. Ces revendications, dont certaines sont légitimes, sont

considérables et sans doute peu recevables dans leur formulation actuelle, d'où l'impasse des négociations avec la RPC.

## **L'avenir du Tibet : entre défis économiques, culturels et politiques**

### *Le développement économique peut-il profiter aux Tibétains ?*

Les statistiques indiquent que les conditions de vie au Tibet se sont nettement améliorées depuis 1949. Ainsi l'espérance de vie est-elle passée de 36 ans avant 1950 à 67 ans en 2007, soit un quasi doublement<sup>10</sup>, grâce notamment à un meilleur accès aux soins. Le PIB de la région autonome a, selon les statistiques chinoises, connu un véritable envol, en particulier lors des vingt dernières années, passant de cinq milliards de yuan en 1994 à vingt-neuf milliards en 2006<sup>11</sup>. Cependant, ces chiffres ne distinguent pas les Tibétains ethniques des migrants non-tibétains, notamment han. Il existe en outre un véritable fossé entre villes et campagnes ; ces dernières, où vit l'essentiel de la population tibétaine, souffrent encore d'une forte pauvreté et restent peu accessibles, malgré la politique de désenclavement du Tibet, pensée d'abord à l'échelle régionale.

Si ce développement économique a eu un effet positif sur la population tibétaine, il s'accompagne également de tensions et d'un sentiment de dépossession. En effet, bien que le Tibet ne subisse pas une immigration massive de Han, la part de peuplement tibétain dans les villes diminue et ce sont souvent des Han qui détiennent les activités

---

<sup>10</sup> Groupe interparlementaire d'amitié France-Tibet (2007), *Quelle solution politique pour le Tibet?*  
[http://www.senat.fr/ga/ga77/ga77\\_mono.html](http://www.senat.fr/ga/ga77/ga77_mono.html).

<sup>11</sup> Ministère des Affaires Étrangères de la RPC (2003), *L'État économique et les objectifs du développement économique*,  
<http://www.fmprc.gov.cn/fra/ljzg/659/660/t1404.htm>

économiques les plus lucratives. Cette situation peut s'expliquer par la maîtrise insuffisante du mandarin et le niveau d'éducation inférieur des Tibétains par rapport aux nouveaux arrivants, mais aussi par la probable tendance du gouvernement chinois à faire davantage confiance aux Han pour les projets économiques d'envergure. De plus, les Tibétains peuvent se détourner des certaines activités pour des raisons religieuses ou culturelles – notamment liées à l'environnement. Cette marginalisation de la population tibétaine peut être vectrice de frustrations, c'est en tout cas la lecture faite par de nombreux médias des émeutes de mars 2008, au cours desquelles des boutiques de han ont été saccagées.

### *Religion et culture tibétaines : préservation authentique ou « folklorisation » touristique ?*

Sur le long terme, la langue tibétaine pourrait souffrir du développement actuel du Tibet, qui incite fortement pour les jeunes Tibétains à privilégier le mandarin. La politique du gouvernement chinois, censée promouvoir le bilinguisme, n'est pas exempte d'ambiguïtés et de revirements : en octobre 2010, une nouvelle loi privilégiant l'enseignement en chinois a été publiée, ce qui n'a manqué d'entraîner des manifestations<sup>12</sup>.

Le bouddhisme tibétain, lui, semble se porter bien mieux qu'au cours des années 1960 et 1970. Depuis les années 1980, la politique officielle chinoise s'est considérablement assouplie et des efforts de réhabilitation ont été entrepris, notamment sous l'égide de Hu Yaobang. Ces vingt dernières années, le gouvernement central et la région autonome du Tibet ont dépensé sept-cents millions de yuans, soit plus de cent millions de dollars, pour la conservation et la restauration de plus de mille quatre-cents temples, monastères et palais. Malgré cela, des difficultés persistent : il existe toujours un fossé important entre l'idéologie du PCC et la manière dont les

---

<sup>12</sup> Courrier International (2010), « Mobilisation tibétaine contre le chinois à l'école », <http://www.courrierinternational.com/article/2010/10/28/mobilisation-tibetaine-contre-le-chinois-a-l-ecole>

Tibétains vivent leur foi. La façon dont la religion tibétaine est préservée ainsi que la mise en valeur touristique de la région pose le problème d'une éventuelle « folklorisation » de la culture tibétaine, qui se trouverait réduite à ses aspects les plus visibles et pittoresques. Mais les principaux problèmes liés à la religion sont sans doute liés à son caractère profondément politique. Ainsi le gouvernement chinois tente-t-il d'influencer le processus de « réincarnation » des dignitaires religieux les plus importants.

### *L'avenir incertain du gouvernement tibétain en exil : vers une fragmentation de l'autorité du dalaï-lama ?*

L'intégration du Tibet à la RPC a entraîné une relative émancipation civique et politique de la plupart des Tibétains<sup>13</sup>. Pour autant, leur représentation politique, en particulier au sein du PCC, est un problème prégnant. La représentation et la participation des populations tibétaines aux décisions qui les concernent restent assez faibles, et dans la mesure où il existe de nombreuses tensions, les progrès en la matière sont peu aisés. Actuellement, le problème principal réside dans la passation de pouvoir du dalaï-lama à Lobsang Sangay, successeur politique élu par la diaspora tibétaine. Mais si cette élection est une procédure plus démocratique que la méthode traditionnelle de succession, il n'est pas sûr qu'elle soit bien comprise des Tibétains qui vivent en Chine, qui n'ont évidemment pas pu y participer. Puisqu'une réincarnation devra tout de même être choisie à la mort du dalaï-lama, un dirigeant politique et un chef religieux coexisteront donc. Cette séparation entre l'autorité religieuse et politique, non conforme aux traditions tibétaines, pourrait poser problème. De surcroît, le dalaï-lama souhaite choisir lui-même son successeur religieux et laisse entendre qu'il pourrait ne pas résider au Tibet. Cette double manœuvre est un moyen d'éviter que la Chine ne manipule la réincarnation en faisant

---

<sup>13</sup> Groupe interparlementaire d'amitié France-Tibet (2007), *Quelle solution politique pour le Tibet*, [http://www.senat.fr/ga/ga77/ga77\\_mono.html](http://www.senat.fr/ga/ga77/ga77_mono.html).

accéder à ce titre une personne qui ne serait que le pantin de Pékin. Mais elle enfreint par deux fois la procédure traditionnelle de succession, profondément ancrée dans les pratiques religieuses tibétaines, qui veut qu' autorité temporelle et autorité religieuse ne soit pas distinctes et que les moines se mettent en quête de la réincarnation du dalaï-lama à la mort de ce dernier. Dans une telle situation, il est probable qu'aux côtés d'un chef politique du gouvernement tibétain en exil coexistent deux réincarnations du dalaï-lama, l'une choisie par l'actuel dalaï-lama et l'autre par Pékin.

Tous ces éléments annoncent un effritement de l'autorité du gouvernement tibétain en exil. Cet effritement est d'autant plus probable que le successeur politique désigné, Lobsang Sangay, né en Inde et ayant vécu aux États-Unis, n'a jamais foulé le sol tibétain et est sans doute inconnu de l'essentiel des Tibétains de Chine, même si l'information a sans doute été relayée par des canaux tels que Radio Free International. Un autre signe ne trompe pas : Barack Obama n'a rencontré que le dalaï-lama le 16 Juillet 2011, suscitant au passage l'ire de Pékin<sup>14</sup>, malgré la passation de pouvoir à son successeur. Le nouveau chef du gouvernement tibétain en exil ne semble donc pas bénéficier des mêmes relations que son médiatique prédécesseur. Il est donc tout à fait possible que la mort future de l'actuel dalaï-lama affaiblisse fortement le gouvernement tibétain en exil. Le temps joue en faveur de la Chine, qui l'a bien compris, d'où le peu d'ardeur de Pékin à rechercher une solution politique. Cette stratégie comporte néanmoins un risque, car le mouvement tibétain pourrait se radicaliser après la mort de sa figure de proue.

---

<sup>14</sup> CNN (16/07/2011), *China : Obama visit with Dalai Lama has « harmed Sino-US relations*, <http://edition.cnn.com/2011/POLITICS/07/16/dalai.lama.white.house/index.html>

## **Existe-t-il des perspectives réelles d'amélioration de la situation ?**

Le Tibet et son intégration à la RPC constituent une question délicate, qui doit être traitée avec précaution par le gouvernement chinois. Au vu de l'histoire complexe des relations entre le Tibet et la Chine, il paraît naïf d'espérer conclure indiscutablement que le Tibet serait naturellement chinois ou, au contraire, voué à l'indépendance. Les controverses historiques doivent donc être surmontées au profit de problématiques actuelles. Compte tenu des intérêts immenses que représente le Tibet pour la Chine – et donc pour des millions d'habitants, des revendications trop radicales paraissent vouées à l'échec, voire contre-productives. L'ingérence de puissances étrangères serait également peu opportune, dans une région déjà très sensible sur le plan stratégique et dont une déstabilisation pourrait avoir de graves conséquences. La tenue de négociations constructives entre la RPC et le gouvernement tibétain en exil est conditionnée par l'attitude – et les concessions – des deux parties. Ces négociations, si elles devaient avoir lieu, ne résoudraient néanmoins pas à elles seules les problèmes des Tibétains du Tibet, peu engagés au final dans ces organes qui affirment les représenter. Toute solution crédible, pacifique et durable ne pourra se réaliser qu'avec les Tibétains eux-mêmes, dans le cadre de la République populaire de Chine. Pour n'être ni assimilation ni dislocation, l'intégration du Tibet à la Chine doit passer par une meilleure protection et prise en compte des particularités locales, mais aussi par une plus grande implication des Tibétains ethniques dans les instances économiques et politiques et le développement chinois, au Tibet bien sûr, mais aussi dans le reste de la Chine. Si la République populaire est l'avenir du Tibet et des Tibétains, il sera difficile d'ignorer cette voie.



| [contact@china-institute.org](mailto:contact@china-institute.org) |